V

LES COMMISSIONS INTERNATIONALES DE SURVEILLANCE EN INDOCHINE

Se déchargeant fidèlement de ses obligations internationales sous l'égide des Nations Unies, le Canada siège en outre au sein des Commissions internationales au Vietnam et au Cambodge, créées en 1954 à la Conférence de Genève.

Vietnam et Cambodge

Le communiqué final publié par les délégués à la Conférence de Genève, envisageait une solution politique dont on ne s'est pas rapproché au Vietnam, en 1960. Le pays reste divisé et on ne prévoit pas d'unification prochaine. Il ne saurait donc être question de la fin prochaine du mandat de la Commission.

Au Cambodge, en 1960, la Commission internationale a poursuivi son activité au ralenti. Le Canada, pour sa part, croyait la tâche de la Commission terminée. Cependant, le Gouvernement cambodgien, estimant que sa présence garantit l'indépendance du pays, a exprimé le désir de la voir prolonger son séjour.

Laos

En septembre 1959, s'était ouverte une période critique au Laos, et le Gouvernement dénonçant l'agression du Nord-Vietnam avait fait appel au Conseil de sécurité; en 1960, la région avait semblé retrouver une certaine stabilité. Mais au mois d'août, un coup d'État à Vientiane renversa le gouvernement et le remplaça par un gouvernement de juste milieu, dirigé par le prince Souvanna Phouma. Celui-ci s'engagea à écraser la guerre civile et à faire rentrer le Pathet-Lao communiste au sein de la communauté nationale.

Toutefois, Souvanna Phouma ne réussit pas à faire reconnaître son autorité dans tout le pays; le Comité révolutionnaire de Savannakhet, dirigé dans le sud du pays par le général Phoumi (ancien ministre de la Défense) et le prince Boun Oum, lui fit opposition et étendit son pouvoir sur l'armée, au moment même où se poursuivaient les négociations entre le Pathet-Lao et Vientiane. En décembre, le Comité lança une offensive militaire qui força Souvanna Phouma à abandonner Vientiane, le 9 décembre, et à se rendre à Phnom-Penh. Quelques jours plus tard, Vientiane tombait aux mains des révolutionnaires, qui y établirent un nouveau gouvernement dont le prince Boun Oum devint premier ministre.

La reprise de la guerre civile au Laos fit songer à convoquer de nouveau la Commission internationale de surveillance et de contrôle, comprenant des délégués de l'Inde, de la Pologne et du Canada. Créée en 1954 pour surveiller la mise en œuvre de la trêve au Laos, la Commission s'était ajournée *sine die* en juillet 1958. Le Gouvernement royal du Laos